

Arrêté préfectoral du - 7 fév. 2023
portant levée de mise en demeure prise à l'encontre de la
SARL GRANITARN CARRIERES, sise 260 route du Lac du Merle
- 81100 Burlats, exploitant une carrière de granite située
lieu-dit Croix du Verdier - 81100 Burlats

Le Préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'Environnement ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 avril 2022 mettant en demeure la SARL GRANITARN CARRIERES de respecter :
- les dispositions des articles AP 2, AP 5, DP 1, PN 4 et CE 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 ;
 - de régulariser la situation administrative de l'activité dépôt de stériles de granite situé en dehors du périmètre défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023, portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** la visite de l'inspecteur de l'environnement du 22 décembre 2022 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 26 décembre 2022 actant du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 2022 susvisé ;

Considérant que la SARL GRANITARN CARRIÈRES a satisfait aux exigences de l'arrêté de mise en demeure susvisé et qu'en conséquence il y a lieu de la lever ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'arrêté préfectoral du 22 avril 2022 mettant en demeure la SARL GRANITARN CARRIÈRES de respecter :

- les dispositions des articles AP 2, AP 5, DP 1, PN 4 et CE 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 ;
- de régulariser la situation administrative de l'activité dépôt de stériles de granite situé en dehors du périmètre défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 ;

est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse par courrier, ou dématérialisé via l'application « Télérecours citoyen », accessible depuis le site <https://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Burlats.

Fait à Albi, le **7** **FEV.** 2023

**Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,**


François PROISY